



Mercredi 15 Juillet 2009 - 10h14

RSS

Newsletter

Mon secteurpublic.fr

? Première visite

Plan du site

Contact

secteurpublic.fr



ACCUEIL | INNOVATION & TIC | DEVELOPPEMENT DURABLE | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & EMPLOI | EDUCATION & FORMATION | ACHAT PUBLIC & FINANCES
EUROPE & COOPERATION | AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | JEUNESSE, CULTURE & SPORT | SANTE & SOCIAL | MANAGEMENT & FONCTION PUBLIQUE |

SERVICES

» Recherche avancée

Connexion » Mot de passe oublié ? | [Nouvel abonné ?](#)

En partenariat avec le Club Secteur Public des Experts-comptables

Vers une gestion transfrontalière intégrée de l'eau : le projet Water and Territories (WAT)

Date de publication : vendredi 12 juin 2009



projet, du côté français.

Le projet WAT vise à répondre à la nécessité de mutualisation des outils et des acteurs en matière de gestion de l'eau et d'aménagement du territoire. Ainsi, 7 collectivités réparties sur les 3 pays de la zone SUDOE (France, Espagne et Portugal) vont développer des expériences pilotes sur 7 bassins versants. La Gironde et l'Hérault participent au

Un projet européen de coopération transfrontalière

Ainsi, dans le cadre du programme européen SUDOE, le Conseil général de l'Hérault s'est associé au Département de la Gironde, à 5 collectivités espagnoles et portugaises ainsi qu'à 14 partenaires (établissements publics & organismes de gestion de l'eau) pour étudier les synergies possibles entre politique d'aménagement du territoire et politique de l'eau.

Le programme de coopération territoriale de l'espace Sud-ouest européen (SUDOE) soutient le développement régional à travers le cofinancement de projets transnationaux par le biais du FEDER (Fonds européen de développement régional).

Le projet WAT représente un budget de 2,836 Millions d'euros. L'Europe participe à 75% du coût éligible et apporte 1,215 Millions d'euros en fonds FEDER, le reste étant réparti entre les 7 collectivités participantes

D'une durée prévue de 30 mois, les premières réunions officielles entre tous les partenaires se dérouleront les 17 et 18 juin 2009 à Montpellier.

Vers une gestion intégrée de l'eau

Cette association a mis en place le **projet WAT** – Water And Territories – qui vise à améliorer la gestion de l'eau par bassin versant en y associant les outils et les acteurs de l'aménagement du territoire.

Plus que des solutions techniques dont l'impact sur l'environnement peut être négatif (transferts d'eau d'un bassin versant à l'autre...) les partenaires du projet ont pour objectif de développer des **solutions stratégiques globales adaptées à une meilleure gestion de l'eau**. Cette approche tiendra compte des possibilités techniques, des contraintes et impacts socio-économiques, ainsi que des contextes réglementaires et organisationnels pour les intégrer dans les programmes d'aménagement et de développement des territoires étudiés.

Des **tests grandeur nature** vont être réalisés autour de thèmes comme le recyclage des eaux usées, la récupération des eaux pluviales, les économies d'eau, la gestion des zones humides, ... Les résultats seront mis en commun afin de pouvoir ensuite **transférer les solutions** ayant démontré leur intérêt sur les bassins versants présentant les mêmes caractéristiques.

Les partenaires se réuniront les 17 et 18 juin prochains lors d'un séminaire de lancement du projet, à l'Hôtel du Département à Montpellier, pour élaborer une méthode de travail qu'ils expérimenteront ensuite sur leur bassin versant respectifs. Cette expérimentation portera sur les stratégies de recherche d'équilibre entre les besoins en eau et la ressource, stratégies qui seront comparées à l'issu du projet.

Dans ce cadre, le Département de l'Hérault lance une étude sur les solutions possibles face à la raréfaction de l'eau et sur l'optimisation des usages de l'eau.

Cette étude, appliquée au bassin versant de l'Hérault, portera sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Elle prendra en compte une analyse statistique des consommations d'eau des ménages (la consommation moyenne d'un foyer est d'environ 120m³/an (estimation Insee), une évaluation de la consommation des équipements collectifs (écoles, collèges, collectivités, ...) et des espaces verts, ainsi qu'une analyse de faisabilité d'économie d'eau.

Le résultat de ces investigations doit permettre au Département de l'Hérault d'évaluer l'importance des économies d'eau pouvant être réalisées et le coût de leur mise en oeuvre afin d'ajuster ses politiques de gestion de l'eau à celles liées à l'aménagement du territoire.

Le Conseil Général de la Gironde est chef de file, et doit donc assurer :


- l'animation du projet auprès des autres partenaires,
- la coordination administrative et financière des différentes actions,
- le bon déroulement du projet,
- l'information des instances européennes sur l'avancement du projet,
- la gestion des marchés liés au développement du projet.

Liste des 7 collectivités et des bassins versants concernés :

- Conseil Général de la Gironde** : bassin versant de la Pimpine
- EPIDOR** : bassin versant de l'Isle-Dronne
- Conseil Général de l'Hérault** : bassin versant de l'Hérault
- Consejería de Medio Ambiente, Junta de Andalucía** : bassin versant de Guadalete
- S.A - Namainsa et S.A - Nilsa** : bassin versant du Rio Arga
- Organismo Autonomo para el Desarrollo Local de la Diputacion Provincial de Caceres** : bassin versant de la Jerte
- Camara Municipal do Porto** : bassin hydrographique urbain délimité à Porto (Poço das Patas)

En savoir plus : www.interreg-sudoe.eu/

Partenaire



7 étapes pour répondre à un marché public

Agnès Bricard, vice-présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables et présidente de leur Club Secteur Public propose un document d'aide à la réponse aux marchés publics.


[Accéder au document](#)

Dix ans pour généraliser le très haut débit



L'AMF, l'ADF, l'ARF et l'AVICCA estiment nécessaires une couverture en fibre optique de l'essentiel du territoire dans un horizon inférieur à dix ans. Leurs propositions ont été remises à la secrétaire d'Etat chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique à l'occasion de la réunion de travail sur le très haut débit aujourd'hui.

Partenaire



7 étapes pour répondre à un marché public

Agnès Bricard, vice-présidente du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables et présidente de leur Club Secteur Public propose un document d'aide à la réponse aux marchés publics.

[Accéder au document](#)

L'ACTION PUBLIQUE AU QUOTIDIEN

- 15-07-09** Midi-Pyrénées au 63ème festival d'Avignon
- 15-07-09** Le conseil régional de Midi-Pyrénées défend la traversée centrale des Pyrénées
- 15-07-09** Le département de Seine-Maritime construit un centre d'accueil au Sri Lanka
- 15-07-09** Dernier conseil de la Communauté d'agglomération de la Rochelle
- 15-07-09** « Marseille rend hommage à Antoine de Saint-Exupéry »
- 15-07-09** Vers la création d'une grande communauté dans l'agglomération de Rouen
- 15-07-09** Le président du conseil général de la Haute-Savoie a inauguré le premier parking relais à St Martin Bellevue
- 15-07-09** Projet Mosson (ville de Montpellier) : comment articuler rénovation urbaine et aménagement ?
- 15-07-09** Investir dans une relance économique solide, écologique et compétitive
- 15-07-09** un grand nombre d'espèces et d'habitats menacés en Europe

[Tout le fil d'info](#)

Devenez partenaire !

Le site web de la CNIL fait peau neuve



Impliquer davantage les citoyens en les informant mieux, responsabiliser les utilisateurs de données personnelles sur les risques encourus, fournir des services et des conseils aux professionnels : le nouveau site internet offre au plus grand nombre les moyens de s'informer et d'agir.

Publicité

CONVIVENÇA

Découvrez la première solution d'appui commercial et marketing pour les marchés publics.

www.convivenca.fr

Une solution éditée par Secteur Public, avec le soutien de **oseo**

Un projet de nouvelles lignes directrices relatives au contrôle des concentrations



L'Autorité de la concurrence met en ligne aujourd'hui sur son site Internet un projet de lignes directrices relatives au contrôle des concentrations. Elle ouvre une consultation publique jusqu'au 24 septembre 2009 afin de recueillir les observations des tiers intéressés.

L'agenda européen
Parlement européen - semaine du 13 au 19 juillet - Election du nouveau Président
Le président Barroso au sommet du G8 à L'Aquila (Italie) du 8 au 10 juillet 2009
Parlement européen - semaine du 6 au 12 juillet 2009

[+ de brèves](#)

AIDES LOCALES